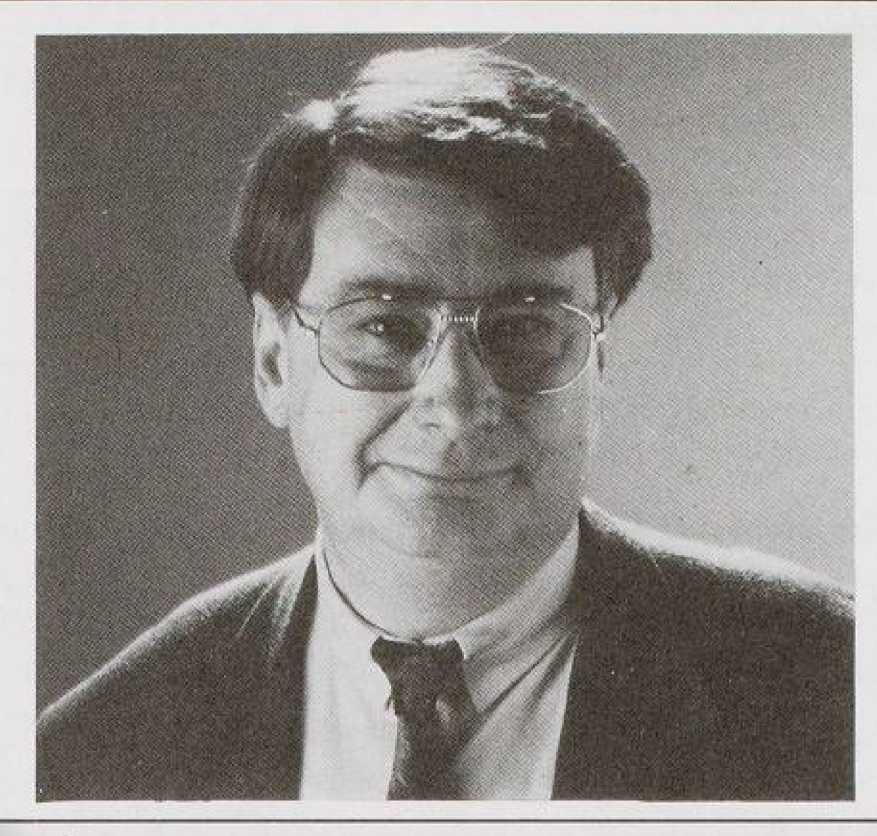
Elections législatives - 21 mars 1993 - 2e circonscription de la Loire

Jean-Claude BERTRAND

Professeur à la Faculté de Médecine
Chef du Servide d'urgences et de réanimation - HOPITAL BELLEVUE
Directeur du SAMU 42
Conseiller Municipal de Saint-Etienne

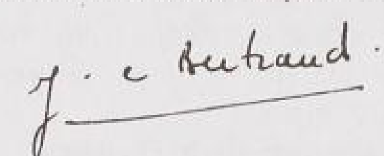
Suppléant
CHRISTIAN BROUQUISSE



Madame, Monsieur,

Vous allez voter les 21 et 28 mars prochains, pour élire votre Député, et décider à la fois de l'avenir de la France et de la défense de vos propres intérêts.
Nous avons géré le pays, réussi de grandes réformes, mais aussi essuyé des échecs.
Avant que vous n'ayez voté, la droite se voit à la tête du pays.
- Avez-vous oublié sa politique et ses dégâts sociaux entre 86 et 88 ?

Je souhaite passer un contrat avec vous :
Maintenir la protection sociale, la solidarité, la retraite à 60 ans. Défendre l'éducation nationale : l'égalité des chances par l'école. Faire reculer durablement le chomage : partager le travail par la négociation. Elargir la démocratie : la place du citoyen dans la vie du pays. Promouvoir de nouveaux équilibres : la ville, l'environnement, la planète.



UN MÉDECIN DE L'URGENCE PARMI VOUS
Responsable du service d'urgences et de réanimation de l'Hôpital de Bellevue, et du SAMU 42, depuis 10 ans, je me suis attaché à organiser ce service public hospitalier vers plus d'efficacité pour la population stéphanoise, et vers plus de chaleur humaine dans l'accueil des malades et des blessés.

UN ÉLU A VOTRE RENCONTRE
Conseiller Municipal de la Ville de Saint-Etienne, je mène une opposition déterminée et constructrive à la Municipalité de F. DUBANCHET et C. CABAL qui conduisent la Ville à la ruine.

Avant de confier la gestion du pays à la droite conservatrice et libérale, regardez bien où sa politique conduit : en France, de 86 à 88 avec CHIRAC, de 74 à 81, avec GISCARD, en Angleterre avec THATCHER, aux USA avec REAGAN, à Saint-Etienne avec CABAL et DUBANCHET.

LE MONDE EST TROP DUR POUR LE LAISSER A LA DROITE

STEPHANOIS, AVANT DE VOTER, COMPAREZ

LA CONFIANCE
La dette de la France est une des plus faible des Pays d'Europe. C'est à mettre à l'actif des gouvernements qui se sont succédés depuis 1981, au même titre que la maîtrise de l'inflation.

LA RUINE
La dette considérable de Saint-Etienne, hypothèque gravement l'avenir. Elle est de 2,5 milliards de francs (plus de 2 fois la moyenne nationale). La Ville est dans la position d'un ménage qui doit emprunter pour rembourser ses dettes et boucler ses fins de mois.

LA COMPÉTENCE
De 1982 à 1990, la France a créée 600.000 emplois (source INSEE). Même si celà n'a pas suffi pour résorber le chomage, c'est à mettre à l'actif des gouvernements successifs, qui ont mené une politique d'ensemble sur la recherche, la technologie, les relations sociales dans l'entreprise, la désinflation compétitive.

L'ÉCHEC
Sur la même période, Saint-Etienne a perdu 1000 emplois (source INSEE). C'est la faillite d'une politique très coûteuse, menée par C. CABAL en faveur de l'immobilier industriel. Il ne suffit pas de construire des usines, ni de faire des cadeaux aux industriels en les louant jusqu'à 25% en dessous de leur prix de revient pour créer des emplois... Il faut en plus une politique d'accompagnement que n'a pas su mettre en place C. CABAL

LE PROGRÈS SOCIAL
De 81 à 93, la durée du travail a diminué de 16% (39 heures, 5e semaine de congés payés, retraite à 60 ans). Même si celà n'a pas suffi à résorber le chomage, c'est à mettre à l'actif des socialistes.

LA REGRESSION
Le municipalité DUBANCHET-CABAL a augmenté les horaires de travail des employés municipaux de 35 à 37,5 heures par semaine. Celà ne va pas dans le sens du partage du travail et de la résorption du chomage.

LA RIGUEUR
De 80 à 91, les dépenses de fonctionnement de l'Etat ont augmenté de 103%.

LA GABEGIE
Sur la même période, les dépenses de fonctionnement de la Ville ont augmenté de 274%

LA PREPARATION DE L'AVENIR
Depuis 10 ans, la France joue un rôle moteur dans la construction de l'Europe. C'est à mettre à l'actif de François MITTERAND et de ses gouvernements.

L'INCONSCIENCE
L'échec de la création de l'agglomération urbaine stéphanoise, montre que CABAL et DUBANCHET ne s'intéressent pas au poids de Saint-Etienne dans l'Europe. Pour C. CABAL ce n'est pas étonnant, il a voté contre MAASTRICHT.

QUI DÉFEND SAINT-ETIENNE ?

LE SÉRIEUX		LA LÉGÈRETÉ
Le gouvernement qui propose aux grandes villes des subventions pour développer les transports en commun.	OU	CABAL et DUBANCHET qui ne sont pas capables de monter un dossier correct de demande de subventions pour le prolongement de la ligne de tram.
Le gouvernement qui propose 100 millions de francs pour la reconversion des zones touchées par la récession dans l'armement.	OU	CABAL, Premier Adjoint, chargé des affaires économiques qui n'a pas su préparer des projets susceptibles d'être financés.
Le gouvernement qui, partout, finance les Maisons de la culture pour environ le moitié de leur coût.	OU	CABAL et DUBANCHET, qui ont municipalisé la gestion de la Maison de la Culture. En 1991, celà a coûté 4,4 milliards de centimes aux Stéphanois.

DÉCLARATION DE MONSIEUR CLAUDE KESSLER, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA BANQUE POPULAIRE DE LA LOIRE : LA TRIBUNE-LE PROGRÈS DU 8 JANVIER 1993

"J'ai souvent eu le sentiment que les gens de la Loire étaient satisfaits des progrès accomplis, mais qu'ils ne se rendaient pas suffisamment compte que le monde extérieur bougeait et parfois beaucoup plus vite.

Les leaders d'opinion économique, les entrepreneurs qui voyagent beaucoup s'en rendent compte, MAIS LA FORCE POLITIQUE N'EST PAS A LA HAUTEUR. ELLE DEVRAIT ÊTRE PLUS PUGNACE AU SERVICE DE CETTE RÉGION".

STÉPHANOIS, UNE VRAIE QUESTION : PEUT-ON CONFIER LA FRANCE A CABAL ET A SES AMIS QUI N'ONT PAS SU GÉRER LA VILLE ?

MES CINQ PRIORITÉS

GARANTIR LA PROTECTION SOCIALE : LA SOLIDARITÉ

Toute réduction progressive de la solidarité au profit d'assurances individuelles privées doit être fermement écartée et dénoncée.
Un élargissement à l'ensemble des revenus de la contribution sociale généralisée doit être instaurée, partiellement déductible du revenu imposable.
La retraite à 60 ans pour 37.5 années de cotisations doit être garantie par un système de fonds de garantie gagé sur les actifs des entreprises publiques.
La prise en charge des personnes âgées dépendantes doit être améliorée.

POURSUIVRE LA MODERNISATION DE NOTRE ÉCOLE

L'éducation doit rester une priorité en conservant un budget à la hauteur de ses besoins et de ses enjeux (1981 : 101 milliards, 1993 : 281 milliards). OUI à l'assouplissement du système éducatif. NON au projet de la droite qui veut le démanteler.
Le pari de la démocratisation de l'éducation à été gagné, ceux qui ne supportent pas ce succès sont les mêmes qui ne supportent pas de partager le privilège du SAVOIR... car le partager c'est le perdre.
L'école doit être un facteur d'égalité des chances.

L'EMPLOI : NÉGOCIER LE PARTAGE DU TRAVAIL

Depuis 20 ans, aucun gouvernement quels que soient les priorités et les moyens mis en œuvre, n'a pu faire reculer le chomage, à la hauteur de ce que nous attendons.
L'ensemble des partenaires sociaux doit se battre pour l'emploi.
Depuis 1981, avec la retraite à 60 ans, la 5e semaine de congés payés, les 39 heures, la durée du travail a baissé de 16%, il faut aujourd'hui aller plus loin pour faire reculer le chomage.
Nous proposons une "loi cadre" qui incite les partenaires sociaux à négocier, la réduction de la durée du travail, sans diminution des bas salaires. C'est un impératif économique et social.

MOBILISER TOUTES LES ÉNERGIES LOCALES

L'amélioration de la qualité de notre vie (transports, environnement, urbanisme...) et la relance de l'activité économique de notre ville, ne se feront pas sans une véritable coopération entre Saint-Etienne et les communes périphériques.
Roanne a son district urbain, nous nous attendons...
Le désenclavement de Saint-Etienne et du Sud de la Loire ne se réalisera pas sans une amélioration rapide des liaisons routières et ferroviaires entre Saint-Etienne et Lyon.
Le développement des BTS dans les lycées et des formations professionnelles dans les IUT doit apporter aux entreprises les techniques et les cadres qui leur manquent. Une meilleure coopération enseignement-recherche-entreprises est indispensable à la modernisation de notre outil industriel.
Le député CABAL n'a pas joué le rôle de catalyseur des énergies locales et de défenseur des intérêts du département au niveau régional et national pour redonner du tonus à notre économie et réduire le chomage.

PROMOUVOIR DE NOUVEAU ÉQUILIBRES : LA VILLE, L'ENVIRONNEMENT, LA PLANÈTE

Alors que la droite n'a rien fait entre 1986 et 1988, le gouvernement de Michel ROCARD a créé un véritable ministère confié à Brice LALONDE, a doublé son budget, adopté le plan national environnement, lancé une nouvelle politique de l'eau et d'élimination des déchets. Le gouvernement de Pierre BEREGOVOY avec Ségolène ROYAL a décidé des mesures énergiques pour lutter contre le bruit et pour la reconquête des paysages.
Nous devons poursuivre cette stratégie de "développement durable" permettant de rendre compatibles développement économique et protection de l'environnement.
La sécurité des biens et des personnes doit être garantie. Il ne peut y avoir de réponse simpliste à la délinquance. La prévention oui, l'impunité non.

Comme l'a proposé Michel Rocard, rassemblons les Français de progrès dans un nouvel élan pour notre pays et notre ville.

J.-C. Bertrand

VU LE CANDIDAT

Y.T. IMPRIMEUR